

Que faire?

Michel Korinman



International Institute for Global Analyses

Vision & Global Trends. International Institute for Global Analyses
Piazza dei Navigatori 22, 00147 – Rome (Italy)
Analytical Dossier – N. 15/2021 – March 2021

The views and opinions expressed in this publication are those of the authors and do not represent the views of the Vision & Global Trends. International Institute for Global Analyses unless explicitly stated otherwise.

© 2021 Vision & Global Trends - International Institute for Global Analyses
© 2021 Michel Korinman

First Edition: March 2021

Analytical Dossier 15/2021 - ISSN 2704-6419

www.vision-gt.eu
info@vision-gt.eu

Que faire?

Michel Korinman



Vision & Global Trends - International Institute for Global Analyses

Vu d'Europe occidentale, les temps qui courent sont ceux d'un retour du tragique dans l'histoire. Et si la COVID-19 nous angoisse, outre le décompte macabre des morts, c'est que s'y incarne la signature d'un changement d'époque. Nous étions supposés avoir refoulé la sauvagerie dans la mesure où (ultra)libéraux comme (archéo)marxistes nous enseignaient qu'une solution économiciste aux crises était toujours disponible en Occident idéal du monde. Or, l'histoire de l'Europe, par exemple, c'est évidemment le temps des cathédrales, mais c'est aussi la guerre de Trente ans. Rien d'étonnant à ce qu'Anselme n'ait pu expliquer en 1085 la chute du Diable (celui qui sépare, dia-bolos), se contentant d'en dérouler le scénario. Début 2021, soit près d'un millénaire plus tard le champ des possibles est largement ouvert. Nous voilà dés-astrés.

DÉCROCHAGE FRANÇAIS

Les pères fondateurs de l'Europe avaient prévu, même de façon très compliquée, d'éventuels départs (car à peine pouvaient-ils les concevoir), mais en aucun cas la désagrégation d'un membre de l'Union. Relevons au passage un paradoxe qui marque bien heureusement ou fort malheureusement, selon le point de vue adopté, cette dernière : l'intérêt médiatique *mainstream* pour les évolutions chez nos voisins ou partenaires reste mis à part des incidents extraordinaires ou bien en cas de partage des conséquences (très) faible. Or, la France pourrait à court terme devenir un problème pour toute l'Europe. À chaque jour son cortège d'affrontements physiques et symboliques, parfois meurtriers, avec les différentes autorités (policière, scolaire, sanitaire). Une récente enquête confirme une anomie, une absence de normes ou de valeurs communes, dans les représentations de 45%, soit d'une petite moitié des Français dès lors « naufragés ». Ce qui s'explique par la comparaison. L'Allemagne est une association de communautés (*Länder*) ancrées historiquement refondée sur le néocartésianisme du « j'exporte donc je suis » (remplacement de nationalisme au plus tard jusqu'en 1989) et fière de l'intégration plus ou moins réussie de la DDR ; pour les protagonistes du Brexit, l'*Empire* n'a jamais cessé d'exister¹ fût-ce à travers l'anglosphère (USA, Royaume-Uni, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande) des Five Eyes et la *Great British Dream Factory* mondialisée ; avec leur patriotisme à deux échelles – national-régionalisme –, une présence politiquement inimaginable à l'étranger de l'Église de Rome et l'orgueil de leur patrimoine paysagistique et artistique, les Italiens résistent. La France apparaît en revanche comme un maillon d'autant plus vulnérable que ses élites ont continué depuis les années 1970 à fétichiser une conception nationale héritée de la Révolution de 1789, celle de l'adhésion citoyenne à l'État, ressentie aujourd'hui comme de plus en plus abstraite et largement remise en question par trois bouleversements. L'irruption de l'individualisme soixante-huitard ; la deuxième mondialisation

¹ Ce qui vaut également pour le *Dutch Seaborne Empire* (1600-1800) dans la tradition néerlandaise.

nivelant les peuples, emmenée par les Américains ; l'immigration massive² avec la formation d'enclaves territoriales « perdues » : expression toujours plus marquée de séparatisme islamiste dans une troisième génération victimaire, « indice de belligérance » (*Kriegsindex*)³ très élevé au sein de cohortes de jeunes hommes migrants économiquement déshérités à l'intérieur de pays à démographie exponentielle, islamo-gauchisme qui trouve chez les « nouveaux opprimés » musulmans un prolétariat de substitution et une clientèle électorale de rechange.

Un sondage récent concernant les présidentielles française de 2022 établit une quasi égalité des intentions de vote entre les candidats Emmanuel Macron et Marine Le Pen (présidente du Rassemblement National) 52 contre 48% – compte tenu d'une marge d'erreur de 2% ; en cas de succès non plus impossible de la seconde, on peut s'attendre à des réactions très violentes de l'extrême gauche, d'une partie des « gilets jaunes » et des Black Blocks, tous convaincus d'une absolue nécessité de faire bloc contre le fascisme, et avec l'assentiment naturellement discret de ce qui reste de la gauche « traditionnelle » ; et ce paradoxalement alors qu'une victoire de Marine Le Pen serait probablement due à l'abstention voire à du vote Le Pen à l'intérieur des secteurs de la gauche violemment antimacronistes (un électeur de gauche sur deux). Une situation qualifiée de « pré-guerre civile » par de nombreux acteurs et observateurs et dont les suites ne sauraient laisser indifférents les voisins européens. Au point que le pape François, maillon essentiel de la Sainte Alliance immigrationniste (Georges Clemenceau) avec d'une part les capitalismes nationaux et internationaux et de l'autre les partis de gauche « modernisés », s'invite le lundi 15 mars dans le débat politique français mettant la France en garde contre les risques du vote (« je ne veux pas être désagréable ou dire à votre pays ce qu'il doit faire ; mais c'est inquiétant »).

MOURIR POUR TAÏWAN ?

Antony Blinken, le secrétaire d'État américain, qualifie la Chine de « plus grand défi géopolitique du XXI^e siècle » et admet devant le Sénat que l'âpreté de Donald Trump dans les rapports avec la République populaire était fondée, notamment en ce qui concerne les accusations de génocide au Xinjiang dans le nord-ouest du pays. Joe Biden qui avait traité Xi Jinping de « voyou » pendant la campagne électorale aux États-Unis considère qu'il n'y a pas « une once de démocratie en lui » et prévient que la rivalité entre les États-Unis et la Chine prendra la forme d'une « compétition extrême ». Même si le Président annonce un tournant sur plan des méthodes, une montée aux extrêmes n'est donc pas impossible.

² 4 millions de Subsahariens qui dépasseront d'ici 2030 la minorité « arabe » jusqu'ici au premier rang avec 6 millions de personnes, soit 70% des 13% de musulmans sur 67 millions de Français en 2017, PEW, *Europe's Growing Muslim Population*, 29 novembre 2017, <https://pewforum.org/2017/11/29/europes-growing-muslim-population/>, cf. l'ouvrage majeur de Gunnar Heinsohn, *Söhne und Weltmacht*, 2 éd., Orell Füssli, 2019, p. 181. Le président français déclarant le 18 février au *Financial Times* avoir à tenir compte des « plus de dix millions de nos concitoyens » ayant des parents en Afrique. Sauf tournant démographique organisé, l'Afrique subsaharienne abritera en 2060 2 milliards 519 millions d'hommes pour 144 millions en Allemagne et en France et avec des pays encore situés dans la phase haute de leur *Youth Bulge* (explosion de la population jeune). Dès juillet 2017 au sommet du G20 à Hambourg Emmanuel Macron avait choqué, estimant que des milliards d'euros « ne stabiliseraient rien » en Afrique « quand des pays ont encore aujourd'hui 7 à 8 enfants par femme ». Rien d'étonnant à ce que l'idée de négocier avec les pays africains une planification des naissances telle celle mise en œuvre par la république populaire de Chine de 1979 à 2015 commence à s'installer dans les esprits.

³ Cf. Gunnar Heinsohn, *Söhne und Weltmacht*, *ibid.*, p. 16-19.

D'abord parce qu'en matière d'affrontement commerce et stratégie politique ont partie liée. L'arrimage de la Chine au système commercial bâti à la fin de la Seconde Guerre mondiale avec l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1947 par son intégration à l'Organisation mondiale du commerce (OMC, 1995) en 2001 avait relevé d'un simple wishful thinking : Washington et Bruxelles avaient la conviction que la République populaire allait pleinement se convertir sur les plans économique, puis en toute logique politique ; ardent partisan de l'adhésion, Bill Clinton avait expliqué dès 1999 qu'on avait obtenu des garanties très strictes contre un brusque afflux d'importations chinoises et que l'entrée de la Chine encouragerait le pays à respecter les règles internationales d'ouverture des marchés et de concurrence loyale. On espérait bien sûr pénétrer de la sorte un marché d'un milliard 400 millions de consommateurs au bénéfice de l'Amérique et de l'Europe. En somme l'Occident s'est inventé la Chine qui convenait à son imaginaire : après l'« implosion de l'Urss », la marche vers « Chimerica » (Niall Ferguson) allait dans le sens de (la fin) de l'Histoire. Or, le régime chinois a déroulé une tout autre trajectoire : avec le plan Made in China 2025 en particulier le gouvernement de Pékin intervient systématiquement sur les marchés nationaux afin de favoriser et de faciliter la domination économique des entreprises chinoises. Au demeurant, l'abandon par la Chine en juin 2020 de son statut d'économie de marché accordé par l'OMC quatre ans auparavant – refus de Washington et tergiversations de l'Europe – permet de lui imposer de lourdes taxes antidumping. Tout cela malgré un certain « rééquilibrage des opportunités commerciales et d'affaires » par le biais de l'accord de principe Chine-Union européenne conclu fin décembre 2020. En clair : les Chinois ont dupé Américains et Européens puisque s'ils ont engagé un processus de libéralisation, l'importance de leurs entreprises d'État n'a fait que se renforcer. Ce qui explique dans une large mesure la guerre commerciale menée par le précédent président américain pour qui la République était un « État mercantiliste totalitaire » (Steve Bannon), les Trumpiens récusant les abstractions du fameux piège de Thucydide avec la Chine comme puissance ascendante et les États-Unis en tant que puissance en déclin et invoquant la légitime défense. Phénomène très intéressant, les groupuscules européens archéomarxistes prochinois, persuadés de faire écho à la pensée Xi Jinping, convergent avec les tenants de Make America Great Again : la guerre commerciale c'est selon eux déjà l'affrontement stratégique mondial entre l'Amérique divisée et en déclin, d'une part, le « socialisme à la chinoise » anti-impérialiste assuré de l'emporter de l'autre ; les États de l'Union européenne n'auront d'autre choix que de se soumettre à Washington ou de s'intégrer à l'Initiative route et ceinture (Belt and Road Initiative, BRI) de Pékin.

Mais également sur plan militaire le risque de dérapage s'accroît. L'Armée populaire de libération (APL) se prépare depuis plus de vingt ans à une invasion de Taïwan (à moins de 200 km du continent), même si Pékin qui a tiré un énorme bénéfice de la mondialisation et ne tient absolument pas à un découplage économique avec l'Occident préférerait bien sûr un plan A de réunification par les stimulations économiques et la séduction psychologique (attraction d'une Chine qui monte en puissance). Les documents stratégiques chinois énumèrent d'ailleurs aussi des frappes chirurgicales sur Taïwan, des attentats politiques, des cyberattaques. On peut au demeurant concevoir l'occupation-test d'objectifs avancés comme l'îlot de Taiping dans l'archipel des Spratleys (soit la plus grande île de ce chapelet insulaire disputé et la possession la plus éloignée de Taïwan, à équidistance entre Vietnam et Philippines) ; ou les Pratas (Dongsha) revendiquées par Pékin (à 170 milles nautiques au sud-est de Hongkong) ; ou bien les Pescadores (Penghu) à 45 km de la côte sud-ouest de Taïwan et à 140 km du continent ; ou encore les îles de Quemoi (Kinmen, tête de pont taïwanaise à moins de 1 700 mètres de la côte

chinoise du Fujian) et des Matsu également très proches de la Chine continentale (dans les deux cas au cœur d'affrontements en 1954 et en 1958 y compris une tentative de débarquement chinois). Tout cela permettant de resserrer l'encerclement de l'ex-Formose tout en évitant un conflit majeur direct. De même que les forces chinoises pourraient imposer une « quarantaine navale et aérienne » – version maritime du blocus de Berlin par les Soviétiques en 1949. Une invasion à proprement parler (débarquement ou actions plus centralisées et paralysant les organes politiques et militaires) de l'île volcanique de 23 millions d'habitants, soit la plus massive de l'histoire avec quelque 300 000 soldats, comporterait des risques élevés : appareil de défense taïwanais et complexité de la topographie⁴. Après un record de 380 sorties aériennes l'année passée ce sont le 23 janvier, peu après l'investiture de Joe Biden, huit gigantesques HK6 chinois tout électronique de l'Armée populaire de libération (APL), capables d'emporter des armes nucléaires, qui ont pénétré dans la zone aérienne de défense de Taïwan franchissant la ligne médiane du détroit de Taïwan, suivis le lendemain par quinze avions déployés au sud-ouest de l'ancienne Formose, lançant de la sorte un avertissement musclé à la nouvelle Administration américaine et agitant la menace d'une « réunification par la force ». De même toujours le 23 pour la simulation d'une attaque à coup de missiles air-mer sur le porte-avions USS Theodore Roosevelt en manœuvre dans la mer de Chine méridionale. Et dans pareil contexte il y a forcément des « risques d'erreurs de calcul » (Bill Hayton⁵. La République populaire tend désormais à une capacité de frappes préventives au Japon ou à Guam, tout comme à l'élimination de satellites américains indispensables au guidage des missiles. Dans tous les cas de figure ce qui change vraiment dans la période, c'est que la partie chinoise pense avoir les moyens de l'emporter – accélération de la hausse du budget militaire (6,8%) – et que les Américains ne se battent ni pour Hongkong ni pour Taïwan. Xi Jinping veut s'affirmer comme troisième grand timonier à la suite de Mao Tsé-tung et de Deng Xiaoping (décollage économique) en accomplissant (y compris par la force) l'unité territoriale du pays et en effaçant du même coup un siècle d'humiliation occidentale ; il est obsédé par Taïwan laquelle sait qu'elle est la prochaine cible du Parti chinois, les experts s'employant à dater l'assaut du « dragon » renaissant sur le « porc-épic ». Jusqu'ici ces derniers prédisaient un coup de force à l'horizon 2025-2030 (troisième mandat du prince rouge) une fois comblé en partie le retard technologique, voire d'ici 2049 lorsque la Chine « nouvelle » trônera au centre du monde au bout d'un siècle d'existence, mais le centenaire du Parti communiste chinois en 2021 pourrait, en pleine pandémie, constituer un tournant périlleux (certains analystes voyant par contre dans la mer de Chine méridionale où les forces chinoises et américaines se jaugent un premier théâtre éventuel d'affrontement). Dès lors que Hongkong a été muselé par la loi de sécurité nationale annulant définitivement le principe « un pays, deux systèmes »⁶, plus de doute pour les Taïwanais auxquels avait été longtemps promis un statut analogue (actuellement refusé par 89% de la population, en particulier les jeunes générations) de semi-autonomie pour les séduire, le danger se rapproche. Mieux : Taïwan rêve de se positionner comme alternative à l'ancienne colonie britannique ; elle exaspère Pékin en se préparant via le Taiwan-Hongkong Services and Exchange Office à un éventuel afflux de réfugiés et par son désir d'accueillir les entreprises voulant quitter Hongkong⁷. Fureur du gouvernement chinois, en outre, quand

⁴ Cf. Adrien Jaulmes, « Taïwan cristallise les crispations entre Pékin et Washington », *Le Figaro*, 29 mars 2021.

⁵ Cf. *The Invention of China*, Yale University Press, 2020 pour la construction récente du mythe national chinois.

⁶ Sophisme illusoire des Chinois qui établissent un parallèle entre les manifestants de Minneapolis et ceux de Hongkong afin de dénoncer un double standard des pays occidentaux en matière de répression.

⁷ Londres a pour sa part émis de nouveaux visas à long terme en réaction à la loi de sécurité et pense pouvoir de la sorte attirer jusqu'à 322 400 Hongkongais de très haut niveau en cinq ans. La Barbade, micro-État des Caraïbes, s'affranchit à l'inverse de sa sujétion à la Couronne britannique et deviendra une république d'ici fin novembre

Taiwan Semiconductor Manufacturing Company (TSMC), numéro un mondial de la fabrication de puces électroniques, annonce en juillet 2020 qu'il se plie aux sanctions américaines, qu'il a arrêté de prendre les commandes de Huawei depuis la mi-mai et qu'il n'approvisionnera plus l'entreprise (son deuxième client après Apple) dès la mi-septembre, mettant de la sorte en péril l'avenir du géant chinois des télécoms. L'île démocratique se gardant bien, cependant, de franchir la ligne rouge de la déclaration d'indépendance.

Depuis le Taiwan Relations Act (1979) les États-Unis pratiquent vis-à-vis de Taïwan une politique volontairement ambiguë : ils ne reconnaissent pas la « République de Chine » en tant que gouvernement souverain mais la fournissent en armements sans pour autant s'engager à la défendre en cas d'invasion : la vente entérinée de 66 chasseurs F-16 en août 2019 (une première depuis George H. Bush en 1992 et trois nouveaux contrats (notamment sur des missiles fabriqués par Boeing) devant permettre à l'île de résister quelques semaines alors que l'éventualité d'une intervention américaine perdure⁸. Des personnalités Richard Haass (président) et David Sacks du Council on Foreign Relations appelant à liquider cette « ambiguïté stratégique », ce qui serait à leur avis la meilleure façon de dissuader un possible agresseur. Un expert comme l'ex-Premier ministre australien Kevin Rudd n'excluant plus un nouveau conflit militaire depuis la guerre de Corée (1950-1953).

Question subsidiaire néanmoins : comment une Amérique gouvernée par les démocrates majoritaires au Congrès réagirait-elle à une action simplement dévastatrice en cas d'attaque terrestre au missile de croisière CJ-10 (charge de 500 kg, 2 500 km de portée, précision inférieure à 10 m) récemment présenté à la télévision chinoise en train de « décapiter » un immeuble ? L'amiral James Stavridis, ex-commandant des forces de l'OTAN en Europe (Saceur) de 2009 à 2013, établit un parallèle historique entre la Chine de 2021 et le Japon impérial qui déclencha la Seconde Guerre mondiale dans le Pacifique : ce dernier, acculé à l'époque par les sanctions économiques américaines, pensait qu'une victoire rapide sur les États-Unis permettrait de faire barrage à l'hégémonie américaine sur mer. Selon le marin qui est aussi l'auteur (avec Elliot Ackerman) de 2034 : A Novel of the Next World War (conflit entre Pékin et Washington autour de Taïwan), un affrontement sino-américain aurait des conséquences pour le monde entier.

NB Les chiffres sont éclairants et rappellent la course à l'armement naval avant 1914 entre l'Allemagne impériale et le Royaume-Uni. 360 bâtiments à la flotte chinoise début 2021 (et 400 programmés), soit plus de 60 de mieux qu'à l'US Navy ; 330 000 marins en service actif côté américain, mais déjà 250 000 chinois. Bien sûr, les États-Unis dépassent la Chine en tonnage, en destroyers, en croiseurs lance-missiles, avec 50 sous-marins à propulsion nucléaire contre sept pour la Chine ; et il faudra sans doute du temps à Pékin pour rattraper Washington en termes de capacité opérationnelle, les Chinois progressant cependant de façon rapide. D'où le plan de réarmement massif certes très tardivement esquissé (les dernières semaines du mandat) sous Trump : 382 à 446 navires de combat

2021, la Chine cherchant activement à réduire le statut historique de Londres en tant que partenaire clé des pays des Caraïbes (intégration de la Barbade à la BRI en février 2019).

⁸ Fin août 2020, le ministère des Affaires étrangères de Taïwan apprécie vivement la décision US de déclassifier deux câbles diplomatiques de 1982 indiquant un soutien à la République de Chine : ventes d'armes américaines et « Six Assurances » données par le président Ronald Reagan. Avant de céder la place, le département d'État de Mike Pompeo a qui plus est levé les restrictions autrefois imposées dans les contacts entre les responsables américains et leurs homologues taïwanais, des mesures jadis adoptées selon l'ex-secrétaire d'État « pour satisfaire le régime communiste de Pékin » ; une opération évidemment symbolique puisque c'était déjà le cas depuis la loi de 2018, mais destinée à énerver Pékin.

avec équipage et 143 à 242 grands navires sans équipage d'ici à 2045. Mais ici compteront sous l'Administration Biden les questions budgétaires et celle des onze porte-avions nucléaires, les plus puissants navires de surface du monde, mais également les plus chers et très vulnérables dès lors que la Chine a développé de nouvelles armes antinavires tels des missiles balistiques capables de détruire leurs cibles à plus de 1 000 km⁹.

Compte tenu de l'affrontement Washington-Pékin, c'est paradoxalement une « fenêtre d'opportunité » (Renaud Girard) qui s'ouvre dans les relations entre l'Union européenne et la Russie. Il y a peu de chances que l'alliance avant tout énergétique avec la Chine puisse à terme satisfaire pleinement le Kremlin pour qui la Russie n'a jamais cessé d'être un empire hormis la parenthèse désastreuse sous Eltsine (1991-1999) après l'implosion de l'Union soviétique¹⁰, et qui ne saurait se suffire du rôle de junior partner que veut lui assigner Pékin, sans compter que l'écart démographique entre les deux puissances ne laisse de l'inquiéter ; comme le pensent les Allemands, le Kremlin inclinera d'autant au dialogue qu'il ne veut pas accroître sa dépendance à la Chine. Les Européens ont bien conscience que Joe Biden va encore renforcer la politique antirusse des États-Unis au nom du droit international¹¹ : Antony Blinken fut en pointe pour imposer des sanctions en 2014 après l'annexion de la Crimée et il est décidé à faire payer à Moscou « ses ingérences et ses agressions », les démocrates estimant que Trump n'a pas été assez dur avec les Russes. Précisément, l'UE pourrait (comme jadis l'Autriche de Bruno Kreisky entre l'Ouest et l'Est) s'employer à rapprocher Moscou de Washington et à découpler les Russes de Pékin. D'abord en renouant à la de Gaulle avec le concept d'un grand marché continental Russie-Europe « de Lisbonne à Vladivostok » prôné par Vladimir Poutine (alors président du gouvernement) au sommet de l'économie organisé par la *Süddeutsche Zeitung* à Berlin le 25 novembre 2010 ; ensuite en plaidant clairement pour une solution organisée au contentieux russo-ukrainien par une loi d'amnistie au Donbass et une large autonomie de la région à l'intérieur de l'Ukraine ; enfin en renonçant à une confrontation à coup de sanctions (qui arrangent surtout l'Amérique) et de contre-sanctions (douloureuses pour l'Europe) sans compter que celles-ci peuvent même politiquement poser problème comme dans le cas d'Alexeï Navalny¹². Avec un triple effet de cette orientation. 1) L'avant-garde industrielle

⁹ Cf. Adrien Jaulmes, « L'US Navy veut contrer la puissance maritime chinoise Sur l e point d'être surclassée sur les mers par la marine de l'Armée populaire de libération, l'Amérique a lancé un plan de réarmement pour s'opposer à Pékin », *Le Figaro*, 29 mars 2021.

¹⁰ Pour les cycles impériaux dans l'histoire russe, cf. la brillante généalogie de Philip Longworth, *Russia's Empires Their Rise and Fall : From Prehistory to Putin*, Londres, John Murray, 2006 (2005). Vladimir Medinskij, ex-ministre de la Culture de la Fédération de Russie et actuel conseiller à la mémoire historique de Poutine, propose dans *Miti e contromiti L'Urss nella Seconda guerra mondiale*, Rome, Sandro Teti Editore, 2020, une passionnante déconstruction officielle des représentations occidentales des choix soviétiques à partir de 1936.

¹¹ Voir la déclaration du Président le 17 mars lors d'une interview télévisée : son homologue russe était un « tueur » qui paierait « le prix » de ses actes (les nouvelles ingérences électorales de Moscou en 2020. Question qui se pose naturellement : Joe Biden avait-il délibérément prévu d'utiliser un langage aussi « direct » ou bien s'agit-il d'une véritable gaffe ? On se souvient qu'en février 2017 Trump avait répondu à la même question (*Fox News*) en invitant à un examen de conscience : « Beaucoup de tueurs, beaucoup de tueurs. Pensez-vous que notre pays soit si innocent ? ». Intelligence de Vladimir Poutine qui espère amener son contradicteur à complètement déraiper : d'une part, il rappelle l'ambassadeur russe aux États-Unis, mais de l'autre il propose à Joe Biden de poursuivre la discussion « en direct, en ligne comme on dit » dans les jours qui suivent et estime que « cela serait intéressant pour le peuple russe et pour le peuple américain ».

¹² Mesures annoncées à l'encontre des personnes jugées responsables de l'empoisonnement, de l'arrestation et de la condamnation de l'opposant ; le personnage qui s'est imposé comme principal néodissident se caractérisant également par un passé assez sombre entre racisme et ethnonationalisme, si bien qu'Amnesty International a décidé de ne plus le qualifier de « prisonnier d'opinion ». De la même manière, si l'horrible assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi découpé en morceaux par les membres d'un commando

allemande, présente de façon écrasante en Fédération russe (exemple de Siemens à qui Vladimir Poutine se référait expressément en 2010) et rassemblée au sein de la puissante Chambre du commerce extérieur (Aussenhandelskammer) germano-russe de Moscou applaudira. 2) L'Europe retrouverait le tout premier Donald Trump qui avait souhaité (tout comme Obama dès son arrivée au pouvoir) un reset avec Moscou¹³, l'extrême russophobie héritée de l'antisoviétisme de son État profond ayant empêché toute évolution en ce sens si bien que jamais les relations américano-russes ne furent aussi mauvaises que pendant son mandat ; d'ailleurs, alors que Joe Biden a beaucoup fait après son intronisation pour contenter l'Union européenne, celle-ci ne s'est pas déclarée prête à rejoindre le front démocratique contre les régimes autoritaires que le Président américain appelle de ses vœux. 3) Les Européens contribueront à fonder l'Occident en tant que trépied au sens même des représentations russes : Amérique, Europe, Russie. Dans pareil contexte le gazoduc Nord Stream 2, destiné à doubler la capacité de transport de gaz sous la Baltique, pratiquement achevé, est soutenu en Allemagne par le président Frank-Walter Steinmeier, le ministre des Affaires étrangères Heiko Maas, des pans entiers de la CDU et l'ensemble du SPD (dont l'ex-chancelier Gerhard Schröder président du consortium Nord Stream AG et du conseil des directeurs du pétrolier russe Rosneft – sous sanction de l'Occident – en tant que lobbyiste en chef), le Land de Mecklembourg-Poméranie et plus généralement l'ensemble des chefs de gouvernement de l'Est (!), l'ultra-droite d'Alternative für Deutschland ; au contraire les Polonais, les Baltes et les Ukrainiens qui y perçoivent une manœuvre de contournement n'en veulent pas ; un rapprochement eurorusse pourrait permettre de conclure cette guerre géoéconomique qui se poursuit depuis 2018 par le biais d'une méthode « créatrice » (Steven Pifer) : accroissement du volume de gaz que pompe Gazprom à travers l'Ukraine et extension de la période contractuelle entre Russie et Ukraine.

Le tout sans pour autant faire preuve d'une quelconque naïveté et en renforçant la dissuasion cyber : les cyberpirates qui ont dérobé début décembre 2020 des documents de l'Agence européenne du médicament (European Medicines Agency, EMA, Amsterdam) les ont ensuite manipulés et postés entre autres sur un forum internet russe de façon à casser la confiance du public dans Pfizer (américain)/BioNTech (allemand) et Moderna (américain) ; la campagne de Moscou contre les vaccins occidentaux serait au demeurant conduite par les services russes. Et puis : il convient de s'interroger sur une possible course aux armements : torpille nucléaire Poséidon, planeur hypersonique Avangard, laser Peresvet susceptible d'éblouir les satellites, missile hypersonique Kinzhal et surtout le missile nucléaire subsonique Bourestnik à portée pratiquement illimitée et capable d'esquiver les défenses antimissiles ; mais en tenant compte d'une part de la contraction du PIB russe de 3,1% en 2020 et de l'intérêt largement démonstratif (instrument de négociation) de ces armes miracles de l'autre. D'ailleurs

(vraisemblablement téléguidé par les services) venu d'Arabie saoudite à l'intérieur du consulat saoudien à Istanbul a énormément nui à l'image du prince héritier Mohamed ben Salmane (MBS), le personnage n'était pas comme l'aurait laissé supposer sa collaboration au *Washington Post* un démocrate en révolte contre l'autocratie wahhabite – il fut longtemps le conseiller de Turki al-Faysal, ex-chef des services secrets, ex-ambassadeur au Royaume-Uni et aux États-Unis ; mieux, c'était un islamiste proche des Frères musulmans d'Égypte et de Gaza comme d'Erdogan et du Qatar jugés par lui plus aptes à réaliser le panislamisme qu'Oussama Ben Laden dont il se déclarait au demeurant l'ami ; depuis l'arrivée au pouvoir de MBS, il fustigeait non pas l'islam politique mais le pro-occidentalisme et le despotisme du réformateur ; rappelons que du point de vue de Riyad les Frères musulmans sont un danger mortel pour la monarchie.

¹³ Pour une histoire « non téléologique » des relations entre États-Unis et Russie (Urss), cf. David S. Foglesong, *The American Mission and the « Evil Empire », The Crusade for a « Free Russia » since 1881*, Cambridge University Press, 2007.

Poutine n'a-t-il pas signé le 29 janvier la prolongation (cinq ans) du traité russo-américain New Start de limitation des armements nucléaires ?

Il y a là probablement le seul et unique moyen de faire obstacle à un affrontement majeur sino-américain.

LE DÉCLIN VU D'AILLEURS

En Asie, les prophètes de la décadence occidentale ont le vent en poupe. Nombre d'observateurs comme l'ex-diplomate et professeur à Singapour Kishore Mahbubani ou son collègue d'origine indienne Parag Khanna formulent un constat sévère : marquées par un déséquilibre social entre les devoirs et les droits de l'individu et l'absence d'un « technocivisme », l'Amérique du Nord et en particulier l'Europe peinent à se mesurer aux bonnes pratiques d'Extrême-Orient ; des pays comme Singapour, Taïwan et le Viêt-nam ne sont quasiment plus contaminés depuis des mois ; même des pays ayant connu des vagues de contagion – Japon, Corée du Sud et Thaïlande – sont très éloignés de ce que l'on peut observer en Occident. Les Asiatiques, d'ailleurs, se calquent de moins en moins sur les critères occidentaux. La montée en puissance de la Chine, bien que redoutée, sanctionnerait la restauration d'un ordre plurimillénaire où l'hégémonie occidentale constituait une anomalie¹⁴. D'ailleurs, les Occidentaux eux-mêmes semblent accepter semblable mise en cause. Ce n'est pas une simple question d'ordre sanitaire si le Forum économique mondial se déplacera cette année au mois d'août de Davos à Singapour. Et c'est sous le signe de la désoccidentalisation, Beyond Westlessness, que s'est tenue en février l'édition spéciale (virtuelle) de la Conférence de Munich sur la sécurité elle aussi reportée en raison de la pandémie. Les Asiatiques, il faut bien en convenir, ont indépendamment de cette appréciation de fond de bonnes raisons de nous percevoir comme une sorte de Far West déréglé. De ce point de vue, le désengagement américain le 23 janvier 2017 du Trans-Pacific Partnership Agreement (Accord de partenariat transpacifique, TPP) signé par 12 pays d'Asie-Pacifique et interprété comme un contrepoids à l'influence grandissante de la Chine aura certainement été l'erreur principale du mandat de Donald Trump puisqu'il équivalait à un abandon de la région par les États-Unis, les Chinois promouvant en sens contraire le Regional Comprehensive Economic Partnership (Partenariat régional économique global, RCEP) signé le 15 novembre 2020, soit l'accord le plus important au monde (30% du PIB mondial, plus de 2,2 milliards d'habitants) : dix membres de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN) ; Chine, Japon et Corée du Sud mais aussi Australie et Nouvelle-Zélande¹⁵. Le bloc du Sud-Est asiatique (sans parler de ses membres sino-tributaires comme le Cambodge et le Laos), refusant cependant de choisir entre Pékin et Washington et ne souhaitant pas être embrigadé dans une nouvelle guerre froide.

¹⁴ Et ce alors que l'image de la Chine s'est fortement érodée sur le plan international en raison de la pandémie.

¹⁵ Le Dialogue quadrilatéral pour la sécurité (Quadilateral Security Dialogue, QSD, Quad), Otan asiatique – rencontres diplomatiques et exercices militaires – entre les États-Unis, le Japon, l'Australie et l'Inde dans la région indo-pacifique lancée en 2007 et relancée en 2017, est en sens inverse présenté par la presse officielle de Pékin (*Global Times*) comme un « regroupement idéologique digne de la guerre froide visant à contenir la Chine ». C'est dans ce cadre que s'inscrit le plan Marshall du vaccin de Joe Biden, par opposition à la diplomatie vaccinale de Pékin : les États-Unis fournissent une partie du financement et mettent surtout à disposition les brevets développés par leurs laboratoires, en particulier Johnson & Johnson plus facile à administrer sur le plan logistique ; la formidable industrie pharmaceutique indienne produira un milliard de doses supplémentaires d'ici à la fin 2022 ; le Japon participera au financement et à la congélation ; l'Australie distribuera largement le vaccin parmi les 19 nations insulaires du Pacifique avec lesquelles l'île-continent est liée par le transport et via son armée.

L'Occident s'évertue à imposer ses valeurs morales, mais ne donne pas de suites concrètes. Par exemple quant à la politique génocidaire de Pékin au Xinjiang contre les Ouïghours turcophones présentée par le régime comme un ensemble de mesures de « réduction de l'extrême pauvreté » : camps de concentration d'un million de personnes sur onze (selon les Chinois des centres de formation), stérilisation et avortements forcés, déportation intérieure pour abaisser la densité de la population ouïghoure dans son berceau historique et détruire les structures familiales et villageoises de l'ethnie, destruction de milliers de mosquées et de tombeaux)¹⁶. L'anthropologue allemand Adrien Zenz fut dès 2016-2018 le pionnier de la révélation de cette politique au terme d'une courageuse enquête qui lui valut une violente campagne de diffamation orchestrée par la République populaire. Zenz a travaillé à partir du « rapport Nankai » sur le district de Hotan, commandé officiellement à des chercheurs chinois de Tianjin qui l'ont apparemment mis « par erreur » en ligne (et depuis effacé) sur le site web de leur prestigieuse université. Notons que les auteurs du document sont totalement d'accord avec la stratégie qui consiste à déporter les 600 000 « travailleurs en surnombre » (près de la moitié de la force de travail) du district, et se contentent d'en recommander la rationalisation – « mobilisation » intelligente, quotas par province, diminution de la violence infligée. La Chine voulant appliquer au Tibet un traitement calqué sur les méthodes en œuvre au Xinjiang et les descendants des conquérants de Gengis Khan commençant à se rebeller contre l'imposition du mandarin à l'école en Mongolie-Intérieure. Du coup 41 pays, dont l'Australie par la voix de Marise Payne, la ministre des Affaires étrangères, dénoncent le traitement réservé aux Ouïghours ; Londres accuse Pékin de « barbarie » ; la France durcit sa critique. Mais selon les Asiatiques il y a fort à parier que les réactions indignées de l'Occident n'iront pas au-delà de sanctions contre les personnes ou le cas échéant des entités¹⁷. Le cas néerlandais est éloquent : déjà en 2020 La Haye renonce par peur de représailles chinoises à réduire les importations de vêtements fabriqués par des travailleurs forcés ouïghours du Xinjiang – un cinquième du coton produit dans le monde (raison pour laquelle le gouvernement de Donald Trump avait interdit en décembre toutes les importations de coton à partir de la région, les importateurs devant prouver une absence de liens avec l'« esclavage ») ; fin février 2021 la Seconde Chambre reconnaît (premier parlement en Europe) un « génocide » chinois, mais Stef Blok ministre néerlandais des Affaires extérieures du gouvernement néerlandais intérimaire accuse Pékin seulement de « crimes largement répandus contre l'humanité » (aux Nations unies de trancher). De même les parlementaires canadiens ont adopté le lundi 22 février à une large majorité une motion assimilant l'action de Pékin au Xinjiang à un « génocide » et demandant que la République populaire soit privée des JO d'hiver en 2022, mais celle-ci n'a pas de valeur contraignante. Certes Londres veut s'assurer que les entreprises britanniques ne participent pas aux chaînes d'approvisionnement à partir du Xinjiang et que les produits issus des violations des droits humains ne finissent dans les rayons des supermarchés du pays, le ministre des Affaires étrangères, Dominic Raab, n'excluant pas – comme toute une série de politiques européens –

¹⁶ Sans que la Turquie par laquelle transitait autrefois un noyau substantiel de Ouïghours à l'œuvre au sein des structures islamistes s'en émeuve particulièrement ; Erdogan qui a signé depuis 2016 dix accords bilatéraux avec la Chine, son second partenaire à l'exportation des marchandises turques, expulse désormais des centaines d'entre eux. Le Pakistan et la Turquie, plus généralement, préfèrent s'en prendre à la France « islamophobe » d'Emmanuel Macron.

¹⁷ Comme le paquet européen de sanctions adopté le 17 mars visant pour la première fois Pékin depuis le massacre de la place Tian'anmen en 1989 en matière d'infractions aux droits de l'homme : onze personnes et quatre entités de Chine, de Corée du Nord, de Russie, de Libye, d'Érythrée et du Sud-Soudan ; l'ambassadeur de Chine près l'UE, Zhang Ming, mettant en garde Bruxelles contre le risque de « confrontation » avec Pékin.

l'empêchement de JO. Mais l'industrie allemande, fortement dépendante du premier partenaire commercial du pays, s'inquiète. Ce qui vaut au Xinjiang pour BASF, Siemens et surtout Volkswagen (presque une automobile sur deux vendue en Chine sur les neuf premiers mois de 2020) ; cette dernière entreprise a dû se défendre de toute comparaison avec le travail forcé dans ses usines pendant le Troisième Reich et admettre ne pas pouvoir affirmer à cent pour cent que l'entreprise d'Ürümqi (capitale régionale, en joint-venture avec le chinois SAIC) n'employait pas de travailleurs forcés. Plus généralement l'économie de l'Europe occidentale, argumente la Chambre de commerce européenne en Chine, est incomparablement plus liée avec la Chine – 16% du commerce extérieur en 2019 – que ce n'était le cas avec l'Urss boycottée en 1980 ; un boycott des JO aurait des conséquences redoutables sur ces relations. Couronnement du processus : les Européens se donnent bonne conscience en prenant pour une réalité (toujours à venir) l'engagement dans ce contexte à « faire des efforts durables et continus » pour ratifier les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT). D'ailleurs la République populaire n'a-t-elle pas été réélue pour la cinquième fois (aux côtés de la Russie et du Pakistan, mais pas de l'Arabie saoudite rejetée) au Conseil des droits de l'homme de l'ONU, ce qui la met à l'abri d'une enquête sur la situation des droits de l'homme à l'intérieur ?

Les règlements de l'UE n'interdisent pas qu'un pays membre puisse, dans des circonstances exceptionnelles comme la pandémie, acquérir des vaccins de façon autonome¹⁸. Mais en général : l'Europe – Ouest et Est confondus – n'a pas de stratégie vaccinale commune. D'ailleurs Bruxelles s'en irrite et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, par ailleurs fort critiquée, ne cesse de souligner l'importance de la mutualisation des commandes. Alors qu'aux États-Unis, avec un rythme de plus de deux millions de vaccinations par jour, environ 20% de la population ont reçu au moins une dose et une personne sur dix ses deux doses de Pfizer/BioNTech ou de Moderna, les trois quarts de la population américaine devant être vaccinés d'ici cinq mois. Mais sans que Joe Biden, « nationaliste vaccinal » selon les partenaires, ait immédiatement fait preuve de générosité (remise à plus tard) vis-à-vis du Canada (désormais idéologiquement proche et donc d'autant plus déçu par le successeur de Donald Trump) et du Mexique avec lesquels Washington est lié par l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM, Canada-United States-Mexico Agreement, USMCA ou CUSMA) ; c'est comme en différé que la Maison-Blanche a confirmé en vertu d'un accord de partage qu'elle expédiera un million et demi de doses d'AstraZeneca au premier et deux millions et demi au second « dans les plus brefs délais » ; au demeurant, même si l'administration Trump avait décrété que tous les vaccins produits dans les usines US seraient exclusivement réservés aux Américains, le vaccin AstraZeneca qui n'est pas encore homologué aux États-Unis peut être partagé avec les pays comme le Canada et le Mexique qui l'ont approuvé, mais aux termes de l'entente Canada et Mexique devront à leur tour « rembourser » ces doses aux États-Unis lorsque leurs stocks de vaccins le leur permettront ; en même temps, comme par hasard, qu'arrivait l'engagement mexicain de restreindre les voyages à partir du Guatemala d'où proviennent les migrants en direction des États-Unis.

Irritation des grands États membres de l'UE, la France et l'Allemagne (Berlin néanmoins accusé de négociations séparées avec des laboratoires), où l'on a fait le choix l'an dernier de privilégier la solidarité européenne avec des achats groupés de vaccins ! Font désormais

¹⁸ Ce qu'a fait le Royaume-Uni en décembre 2020 alors qu'il faisait encore partie de l'UE, donnant le feu vert à l'utilisation des vaccins Pfizer/BioNTech et AstraZeneca.

sécession le chancelier autrichien Sebastian Kurz – l’EMA trop lente dans la validation et faiblesses dans les négociations avec les sociétés du Big Pharma¹⁹ – et le Premier ministre danois Mette Frederiksen (émettant clairement des doutes quant à la capacité de l’UE à gérer seule la pandémie) qui se sont rendus en Israël début mars pour s’inspirer du « modèle israélien » et conclure une « alliance » avec Benyamin Netanyahu : fonds commun destiné à la production de vaccins, surtout dans une perspective de crises futures et de vaccins de nouvelle génération, qui pourrait être rejoint pas d’autres acteurs²⁰. Le Danemark, singulièrement, a beau rejeter « toute désolidarisation » de l’UE, il veut essayer d’autres stratégies de recherche, de développement, voire de construction d’usines de vaccin en coopération ; mieux : Copenhague a évoqué le « rachat du surplus de vaccins » de l’État hébreu ; essayant au passage la critique des médias et des partis de centre gauche qui soutiennent le gouvernement mais condamnent un prétendu « apartheid vaccinal »²¹.

Avec le coup de projecteur de la célèbre revue médicale The Lancet qui établit le 2 février une efficacité du vaccin à 91,6%, Vladimir Poutine peut se glorifier de la « reconnaissance internationale » enfin accordée au Sputnik V (hommage au premier satellite à avoir été mis sur orbite en 1957 par l’Urss) après une « campagne de discrédit ». Fureur logique des Russes quand la présidente du Management Board de l’EMA, Christa Wirthumer-Hoche, parle encore le 7 mars au soir de « roulette russe. Pourtant : les autorités de la Fédération de Russie (où les décès de la pandémie serait de trois à sept fois plus nombreux qu’annoncé officiellement), si elles affirment avoir reçu des précommandes à hauteur de plus d’un milliard de doses, évoquent alors assez vaguement 1,5 million d’injections à travers le monde et alors que les doses puissent ne pas suffire à vacciner leur propre population (au demeurant largement vaccino-sceptique). Il n’empêche que les pays de l’Est européen multiplient eux aussi les « sécessions »²². Paradoxalement : la faiblesse du recours aux vaccins « exogènes », les divergences internes d’appréciation, voire des réactions épidermiques à la politique épidémiologique du voisin allemand chez plusieurs membres orientaux de l’Union européenne n’en rendent que plus significatif leur tournant. La Hongrie de Victor Orbán, dont le parti Fidesz vient de quitter

¹⁹ Kurz critique au demeurant le 12 mars la répartition des vaccins dans l’Union, les livraisons ne s’opérant pas au prorata de la population ; ces entorses s’expliqueraient par des accords directs entre certains groupes pharmaceutiques et le groupe de pilotage créé par l’UE pour coordonner l’approvisionnement en vaccin ; se serait instauré un « bazar » (terme utilisé depuis plusieurs mois par certains représentants de l’UE pour évoquer le mécanisme de répartition entre les États membres des doses excédentaires de vaccins) ; Malte recevant d’ici juin trois fois plus de vaccins que la Bulgarie ; certains pays devraient être en mesure de vacciner toute la population d’ici mai, alors que d’autres seraient contraints d’étaler leur campagne de vaccination jusqu’à la fin de l’été, voire jusqu’à l’automne.

²⁰ Israël a envoyé 5 000 doses de Moderna à la République tchèque.

²¹ La politique sanitaire est de la compétence de l’Autorité palestinienne. Pourtant, l’État hébreu a commencé le 8 mars à vacciner (Moderna) les quelque 120 000 travailleurs palestiniens employés sur son territoire à proprement parler et dans les implantations en Cisjordanie ; déjà pour des raisons de protection sanitaire de l’ensemble de la population. Mais Israël, la nation épidémiologique par excellence, gagnerait de fait à élargir cette protection aux Palestiniens des Territoires qui en voudraient dans la mesure où un lien politique direct avec ces populations s’établirait. D’autant que l’Autorité palestinienne (AP) est accusée d’avoir géré le stock de doses alloué aux fonctionnaires du parti Fatah et à ses clients. Voilà pourquoi Jérusalem a décidé d’aider le personnel médical de l’AP (et de plusieurs pays) et d’envoyer une quantité limitée aux Palestiniens. Que les intérêts géopolitiques jouent ici un rôle dans l’examen des nombreuses demandes d’aide ne fait néanmoins souvent aucun doute : le Honduras qui a annoncé en 2020 son intention de déplacer son ambassade à Jérusalem devrait à coup sûr faire partie des pays bénéficiaires d’un partage de vaccins avec Israël : 5 000 doses.

²² De même Vienne envisage de produire le Sputnik ou un vaccin chinois s’ils obtiennent une autorisation de mise sur le marché dans l’UE ; Sebastian Kurz en a parlé avec Vladimir Poutine en février.

début mars le groupe Parti populaire européen (PPE), qualifié d'« antidémocratique, injuste et inacceptable », a très majoritairement vacciné au 10 mars un million sur 9,8 des habitants au Pfizer/BioNTech, mais elle recourt en plus des trois vaccins homologués par l'EMA depuis la mi-février au Spoutnik V (d'abord 20 000 doses, puis 280 000 au 5 mars) et à partir du 24 février au vaccin chinois Sinopharm (premier pays de l'UE à l'avoir acquis). Tout en déclarant (ce qui en dit long) ne pas vouloir entrer dans une nouvelle guerre froide. De même les 5,464 millions de Slovaques – avec le taux de mortalité au coronavirus le plus élevé au monde – devraient avoir reçu deux millions de doses du vaccin russe d'ici à juin (200 000 le 1er mars) commandés sans résolution officielle par le président du gouvernement Igor Matovic, mais contre la volonté d'au moins deux partis de la coalition au pouvoir (crise politique) : comme s'en explique le ministre des Affaires étrangères Ivan Korcok, il s'agit d'un instrument de guerre « hybride » contre l'action de l'UE. En République tchèque, où le niveau des contaminations explose et qui s'est sentie isolée du fait du rétablissement des contrôles aux frontières par l'Allemagne, le Premier ministre Andrej Babis déclare ne pas pouvoir attendre la validation par l'EMA (mais s'en remet à l'Agence tchèque du médicament) et le président Milos Zeman (prorusse) révèle avoir requis des doses dans un courrier adressé à Vladimir Poutine, alors que le ministre de la Santé est hostile. Dès lors que la Pologne qui redoute le péril russe ne veut pas du Spoutnik V, son président Andrzej Duda s'est entretenu avec Xi Jinping et envisage de passer commande à Pékin. La Serbie (« petite Russie » dans les représentations nationales) est en outre un exemple spectaculaire de géopolitique vaccinale sino-russe parmi les pays européens non-membres de l'UE. Dans ce pays de 7 millions d'habitants, champion de la vaccination sur le continent européen (nettement devant l'Allemagne, la France et tous les autres États de l'UE), 40% des habitants ont accordé fin janvier leur préférence au Spoutnik V et seulement 28% à Pfizer. Dès le mois de février elle marche vers la production du vaccin russe sur son territoire²³. Mais c'est à la Chine que Belgrade doit sa percée, Pékin ayant expédié un million de doses de Sinopharm. La Serbie est un point d'ancrage pour l'empire du Milieu en Europe centrale. Elle fait partie intégrante de la BRI avec entre autres la construction de l'autoroute vers le Monténégro et la ligne de train à haute vitesse entre Athènes et Budapest, le tronçon Belgrade-Budapest ayant une énorme valeur stratégique pour l'accès des marchandises depuis le port du Pirée opéré par le géant chinois du transport China Ocean Shipping Company (Cosco) ; elle participe également des « routes digitales de la soie » (Huawei). La Serbie sera le premier pays européen où sera produit Sinopharm dès le 15 octobre. La composante géostratégique de ce développement apparaît clairement : la Chine peut se présenter comme le grand sauveur des petits pays européens, alors que l'UE qui s'est réservé les doses se révèle incapable de secourir ses voisins des Balkans occidentaux dans la détresse. Qui plus est : Belgrade a envoyé un minicontingent de 55 doses dans le Nord serbe du Kosovo en décembre, suscitant par là l'ire de Prishtina (ingérence dans ses affaires intérieures), de même que 8 000 doses de Pfizer/BioNTech en Macédoine du Nord et se déclare prête à aider l'Albanie (retour à Tito ?)²⁴.

Rien d'étonnant enfin à ce que Londres jubile. Affranchi des méandres de la bureaucratie européenne, le Royaume-Uni du Brexit clame sa fierté nationale. 21 millions de Britanniques ont reçu début mars une première dose ; plus de 367 millions de doses commandées au total.

²³ Autres pays non-membres de l'UE et d'Europe au sens géographique à avoir autorisé le vaccin russe : la Biélorussie, le Monténégro et la Republika Srpska (Bosnie-Herzégovine).

²⁴ La Serbie se plaçant au Kosovo – premier pays majoritairement musulman à reconnaître Jérusalem comme capitale de l'État hébreu en y ouvrant directement une ambassade lors de l'établissement des relations diplomatiques – dans une position symétrique de celle d'Israël vis-à-vis des Palestiniens.

Une procédure accélérée d'approbation de vaccins capables de neutraliser les mutations du coronavirus. Coopération « mondialisée » (toujours le sens de l'Empire !) : l'agence britannique Medicines and Healthcare products Regulatory Agency (MHRA) est associée aux régulateurs australien, canadien, singapourien et suisse ; réception à venir de 10 millions de doses d'AstraZeneca (groupe pharmaceutique suédo-britannique, en collaboration avec l'Université d'Oxford et l'Irbm de Pomezia) fabriquées par le Serum Institute of India (SII)²⁵. Dispute violente, néanmoins, entre Londres et Bruxelles : Charles Michel, président du Conseil européen, se dit « choqué » le 9 mars au soir des accusations de « nationalisme vaccinal » portées contre l'Europe après l'instauration d'un mécanisme de contrôle des exportations de vaccins produits sur son sol ; il blâme au contraire le Royaume-Uni – et les États-Unis²⁶ – dénoncés pour blocage des exportations de vaccins (plaidoyer plus spécifiquement en faveur de l'Italie – soutenue par l'UE – laquelle a bloqué le 5 l'expédition de 250 000 doses d'AstraZeneca en Australie vu la pénurie persistante de vaccins et les retards dans l'approvisionnement par cette société)²⁷. Selon la Banque d'Angleterre, l'économie du pays renouerait avec son niveau prépandémie fin 2021 (début 2022).

Point d'orgue : plutôt qu'exporter la Russie veut développer des partenariats de production, mais début février seuls le Kazakhstan, l'Inde, la Corée du Sud et le Brésil produisaient le Spoutnik V et tous ne l'utilisaient pas encore. Or la Chambre de commerce italo-russe annonce le mardi 9 mars 2021, donc avant que l'Agence européenne du médicament ait approuvé l'utilisation du vaccin russe, un accord entre le Fonds souverain russe (Russian Direct Investment Fund, Rdif) et le groupe pharmaceutique italo-suisse Adienne Pharma&Biotech : l'Italie serait le premier pays de l'UE à produire le Spoutnik V (dix millions de doses de juillet 2021 à janvier 2022) à Caponago près de Monza. Mais ici aussi le calendrier et les volumes font l'objet d'un débat en interne dans l'entreprise de même que les acteurs sanitaires italiens varient. Cependant : étant donné que le ministre italien du Développement économique Giancarlo Giorgetti et son collègue aux Affaires étrangères et à la Coopération internationale Luigi Di Maio déclarent n'avoir pas été informés à l'avance de cet accord « privé », force est d'imaginer l'existence entre Moscou et la péninsule d'un « parti russe » emmené par la Chambre et lié aux services du Kremlin et à Vladimir Poutine. Une victoire géopolitique pour le chef contesté de la ligue Matteo Salvini, alors que le président du conseil Mario Draghi a pris ses distances tout comme la Région lombarde. Mais qu'en est-il dès lors de l'unité nationale ?

Guerre des vaccins. La crise (organisée ?) de fiabilité du vaccin AstraZeneca (qui annonce de nouveaux retards) à partir de la mi-mars a des conséquences européennes et mondiales.

²⁵ Dont seulement la moitié étaient livrées à la mi-mars, vu que le gouvernement indien n'avait pas encore donné le feu vert à la plus grande usine de fabrication du produit.

²⁶ Sans compter l'Inde. L'administration Trump avait commandé au mois de mai 300 millions de doses d'Astra-Zeneca ; les Américains ont produit, sur décision de l'ancien président durant les derniers mois de son mandat, 60 millions de ce vaccin. Ce dernier est désormais en attente curieusement longue d'autorisation par le régulateur US ; sans doute Joe Biden pratique-il la rétention pour utiliser les stocks en cas d'urgence. Charles Michel faisant cependant machine arrière le lendemain après un démenti (non chiffré) de Boris Johnson, le chef du gouvernement conservateur, devant les députés britanniques lequel se disait opposé « au nationalisme vaccinal sous toutes ses formes ».

²⁷ De même pour les menaces non déguisées d'Ursula von der Leyen le 17 mars de recourir à tous les moyens pour que l'UE obtienne ce qui lui est dû : rupture des exportations de vaccins en direction du Royaume-Uni si les doses produites par des lieux de production britanniques n'étaient pas livrés à l'Union. Dominic Raab, l'UE se rapprocherait d'une autocratie. Problème évidemment pour les Britanniques qui redoutent à partir de la fin du mois et pour environ quatre semaines un recul considérable dans le réapprovisionnement en vaccins en raison de « problèmes de production chez plusieurs fabricants ».

Suspension au Danemark, en Islande et en Norvège (jeudi 11) ; Bulgarie (vendredi 12) ; Irlande et Pays-Bas (dimanche 14) ; Allemagne, France, Italie, Espagne, Slovénie, Portugal et Lettonie (lundi 15) ; Suède (!) et Chypre (mardi 16). Ce qui pose toute une série de questions. Les Britanniques qui ont massivement recouru à ce vaccin et accélèrent la vaccination AstraZeneca – 11 millions ayant reçu deux injections sur 24 au 16 mars – ont-ils fait preuve d'inconscience criminelle ? Comment l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a-t-elle pu affirmer le 15 mars que les pays devaient continuer à vacciner avec AstraZeneca ? L'EMA (suivie tout de suite par l'UE) n'approuvait-elle pas le vaccin le vendredi 29 janvier ?²⁸ Les Européens ont-ils voulu punir AstraZeneca pour ses arguties et ses retards de livraison ou même (à voir) Londres après le Brexit ? Y a-t-il eu de nouveau alignement des Français (puis des Italiens) sur l'Allemagne – elle-même intéressée à privilégier l'américano-allemand Pfizer/BioNTech qui plus est beaucoup plus cher (quelque 16 euros contre 2,80 la dose) et qui a financé l'entreprise allemande à hauteur de presque 400 millions d'euro –, ce qui reposerait la « question d'Europe », alors que Berlin salue la conclusion d'un accord entre le groupe américain Johnson & Johnson et le laboratoire allemand IDT Biologika ?²⁹ Que faire des 300 000 doses d'AstraZeneca fabriquées par le SII et expédiées en Somalie par le biais de l'initiative Covax qui vise à assurer une distribution équitable des vaccins dans 200 pays. Sans parler de la Thaïlande, de l'Indonésie et de la République démocratique du Congo qui ont retardé le lancement de leur campagne de vaccination (le Venezuela qui utilise Spoutnik V et Sinopharm n'autorisant pas AstraZeneca sur son territoire). Du coup, le Rdif qui se dit prêt à fournir des vaccins à 50 millions d'Européens à partir de juin annonce (sans nommer les groupes) avoir conclu des accords de production « avec des sociétés d'Italie, d'Espagne, de France et d'Allemagne » dans l'attente de l'homologation du Spoutnik V par l'Union européenne. Le clou : une production du Spoutnik V par l'Allemagne est de plus en plus probable, une série de Länder exigeant une commande aussi rapide que possible (Bavière, Saxe, Thuringe).

Curiosité : la République de Saint-Marin, non livrée par la partie italienne contrairement au protocole conclu en janvier 2021 pour l'approvisionnement en vaccins validés par l'EMA, a passé un accord avec le Rdif pour devenir un minuscule hub du vaccin russe en territoire italien.

Certains États membres de l'UE et de l'OTAN n'ont pas manqué de s'engouffrer sur le versant maritime de la BRI qui vise à terme au contrôle par la Chine de nombreux ports européens, soit de « portes » en Europe. Environ 10% des capacités européennes de terminaux de containers sont dans des mains chinoises, le seuil d'investissement pouvant grimper à terme jusqu'à 25 voire 50%. Une présence visible en Méditerranée du Pirée à Valence, en passant par Marseille, Malte ou Thessalonique, sur la côte atlantique (Bilbao, Nantes), dans la Manche (Le Havre) et en mer du Nord (Dunkerque, Zeebruges, Anvers, Rotterdam. Une stratégie de maillage méthodique qui ne peut donc être ignorée.

Début décembre 2018 Pékin renforce un poids déjà conséquent au Portugal, la position géographique du pays en faisant le point le plus proche pour les navires à destination de l'Europe qui empruntent le canal de Panama, par un accord de coopération dans le cadre de la BRI. La Grèce a adhéré depuis avril 1919 (sommet de Dubrovnik) au Forum des affaires Chine-Europe centrale et orientale qui a du même coup évolué en format 17+1 avec 12 États membres de l'UE et cinq non-membres ; alors que les membres de l'Union européenne intégrés

²⁸ Et de le blanchir le 18 mars après une incompréhensible suspension.

²⁹ AstraZeneca ayant cependant annoncé un partenariat avec *IDT* début février !

font également partie de l'OTAN (même si le dernier sommet en février 2021 a exprimé une baisse de rayonnement de Pékin (pays baltes et dans une certaine mesure la Pologne et la Roumanie). En novembre 2019, Xi Jinping est accueilli à bras ouverts par le Premier ministre conservateur grec Kyriakos Mitsotakis : « de la route à l'autoroute ». Il s'agit d'accélérer la jonction par la Grèce des routes chinoises en direction de l'Europe³⁰ ; dans ce pays en manque cruel d'investissements, le président chinois se rend ensuite au port du Pirée, nœud logistique, « point de transit entre la Grèce et l'Asie », « labellisation UE » des produits chinois, où le trafic de containers a quintuplé depuis fin 2008 (concession des quais 2 et 3 pour une durée renouvelable de trente-cinq ans à Cosco), où l'autorité portuaire est passée en 2016 sous pavillon chinois et qui a pour vocation dans l'esprit des Chinois de devenir le premier port d'Europe. Les syndicats grecs rappelant ironiquement l'action de la « troïka » de créanciers créée en 2010 pour auditer et refinancer le pays par le biais de prêts conditionnés à un ajustement structurel et perçue comme le bras armé d'une Allemagne honnie³¹. Investissement qui a pu s'avérer directement payant dès lors que la Grèce utilisait pour la première fois son veto à l'ONU en 2017 pour empêcher une déclaration de l'UE critiquant la Chine sur les droits de l'homme.

Mais l'événement le plus marquant a sans doute été entre les deux le protocole d'accord « non-contraignant » Italie-Chine fin mars 2019, Rome étant la première capitale du G7 à intégrer le projet pharaonique de la BRI. Signature solennelle en présence de Xi Jinping, du président de la commission nationale chinoise pour le développement He Lifeng, de Giuseppe Conte alors président du Conseil (I, Lega et Movimento Cinque Stelle) et de son ministre du Développement économique Luigi Di Maio. Un total de 29 contrats de 5 à 7 voire 20 milliards d'euros (Il Sole 24 Ore) pour les deux tiers institutionnels et un tiers entrepreneuriaux. Sont concernés les groupes Ansaldo et Danieli, des partenariats du géant du tourisme chinois Ctrip avec Aeroporti di Roma et Trenitalia, des investissements d'abord limités dans les ports stratégiques de Gênes et de Trieste (croissance de l'Europe centrale) où l'on met en relief un « passage naturel et ultrarapide » pour rejoindre l'Europe centrale à partir du canal de Suez ; et même des collaborations entre télévisions publiques et agences de presse chinoises et italiennes. On comprend que compte tenu des réticences soulevées à Washington et à Bruxelles et même au sein du gouvernement « populiste » de l'époque face à un rapprochement unilatéral entre Rome et Pékin une vingtaine d'autres d'accords aient été annulés. Et que l'artisan du protocole d'accord, le secrétaire d'État italien à l'Économie proche de la Lega (divisée et qui freinait) Michele Geraci (lequel a enseigné dix ans en Chine et parle chinois), pourtant un fervent défenseur à Rome de la cause chinoise, ait déclaré être conscient non seulement de l'opportunité mais également du risque. Ce qui explique probablement que le dossier chinois ait été enterré par la suite³². Du reste, si China Merchants Group longtemps retenu par de nombreux observateurs comme l'interlocuteur privilégié pour Piattaforma Logistica di Trieste (PLT) a été éclipsé en septembre 2020 par l'Allemand Hamburger Hafen und Logistik AG (Hhla) à hauteur de 50,01%, les Chinois s'en tiennent aux accords passés, et ils maintiennent

³⁰ Pour l'alliance sino-hellénique entre les armateurs grecs (première flotte marchande au monde) et les chantiers navals chinois dans les années 2000-2010, cf. Elias Georgantas, « Hibous sur l'eau, caisses à dragon, origines et dynamiques du rapprochement sino-grec », *Outre-Terre* n°31, 2012.

³¹ La Grèce d'Aléxis Tsípras, dans la terminologie des experts l'un des « chevaux de Troie » de Moscou en Europe, avait envisagé en 2015, lors d'un troisième pic de tensions économiques (et politiques) avec les créanciers, de se retourner vers la Russie qui s'en tint pour sa part à un soutien moral.

³² L'Italie n'a d'ailleurs pas retiré les bénéfices économiques escomptés de l'accord.

leur pression sur les ports italiens. De mauvaises langues rappelleront un « goût de l'infidélité » (Sergio Romano) propre à l'Italie en matière de politique extérieure.

Relire Carlyle, *On Heroes, Hero-Worship and the Heroic in History* (Londres, James Fraser, 1841) : l'Europe et le monde en attente de transcendance ?

La version originale de cet article a été publiée dans *Outre -Terre* <https://www.outre-terre.com/>''.

Michel Korinman est professeur émérite à Paris-Sorbonne et directeur d'*Outre-Terre*, revue européenne de géopolitique. Il est notamment l'auteur de *Quand l'Allemagne pensait le monde*, Paris, Fayard et de *Deutschland über alles. Le pangermanisme 1890-1945*, Paris, Fayard.



Vision & Global Trends - International Institute for Global Analyses

www.vision-gt.eu

info@vision-gt.eu